

**Références réglementaires :**

- L. 313-23 et R. 313-75 du CESEDA ;
- L. 1242-2 et L. 5221-2 du code du travail.
- Algériens non concernés.

**Conditions d'octroi :**

- être titulaire d'un titre de séjour « travailleur saisonnier » ;
- être titulaire d'un contrat de travail pour un emploi à caractère saisonnier et d'une autorisation de travail visée par la DIRECCTE ;
- s'engager à maintenir sa résidence habituelle hors de France et respecter cet engagement ;
- ne pas constituer de menace pour l'ordre public.

**RECOMMANDATIONS**

- Vous devez fournir les **originaux** et les **photocopies** de tous les documents ci-dessous.
- Les photocopies doivent être lisibles, format A4, sans agrafes et triées dans **l'ordre de la liste**.
- Les documents en langue étrangère doivent être **traduits** par un traducteur assermenté auprès d'une cour d'appel.

**PIÈCES À FOURNIR (originaux et photocopies)**

- Formulaire de demande de titre de séjour** complété, daté et signé
- Passeport en cours de validité** (pages identité, visas, cachets d'entrées et de sorties du territoire) et/ou justificatif d'état civil et de nationalité (carte consulaire, carte d'identité nationale).
- Titre de séjour arrivant à expiration** (carte de séjour recto-verso)
- Extrait d'acte de naissance avec filiation** ou copie intégrale d'acte de naissance
- En cas de changement de situation familiale** : justificatifs utiles (acte de mariage, naissance, divorce, décès, etc.).
- Justificatif de domicile de moins de six mois** :
  - Si vous êtes locataire : facture d'électricité, de gaz, d'Internet ou quittance de loyer non manuscrite, etc.
  - Si vous êtes propriétaire : acte de propriété + justificatif de domicile
  - Si vous êtes hébergé chez un particulier : attestation d'hébergement + justificatif de domicile récent + copie recto-verso de la CNI ou carte de séjour de l'hébergeant (nb : la carte de séjour de l'hébergeant doit indiquer la même adresse).
  - Si vous êtes hébergé dans un hôtel ou hébergement d'urgence : attestation d'hébergement/de l'hôtelier (+facture du dernier mois dans le cas d'un hébergement à l'hôtel).
- Autorisation de travail dématérialisée délivrée à votre employeur**
- Engagement sur l'honneur à maintenir sa résidence habituelle hors de France**
- Justificatifs prouvant le respect de la limite de séjour de 6 mois par an** :
  - Justificatifs de voyages : copie intégrale du passeport (cachets d'entrée / sortie du territoire) ;
  - Bulletins de salaire obtenus durant les 3 dernières années, avis d'imposition ;
  - Justificatifs prouvant la présence des membre de la famille à l'étranger ;
  - Si vous êtes allocataire : attestation de droits perçus à la CAF.
- 3 photographies d'identité récentes** (format 3,5 cm x 4,5 cm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005)

**CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

Le titre de séjour délivré est d'une durée maximale de 3 ans, dès la première admission. Ce titre de séjour autorise uniquement son titulaire à occuper un ou plusieurs emplois saisonniers et de résider en France pendant une période maximale de 6 mois par an. En cas de non respect de la durée de séjour et de travail autorisée, ou d'exercice d'une activité professionnelle autre que saisonnière, le titre de séjour peut être retiré.

Le titre de séjour « saisonnier » ne permet pas de solliciter un autre titre de séjour (salarié, travailleur temporaire, etc.) : le demandeur doit, le cas échéant, solliciter un nouveau visa de long séjour auprès du consulat.

**REMISE DU TITRE DE SÉJOUR ET TAXES À PAYER**

Vous serez informé par courriel lorsque votre nouveau titre de séjour sera disponible en préfecture, vous précisant le montant des timbres fiscaux à acquitter, que vous pouvez acheter sur [timbres.impots.gouv.fr](http://timbres.impots.gouv.fr) ou en bureau de tabac :

- Renouvellement d'un titre de séjour «travailleur saisonnier» : **75€**
- Pénalité de retard en cas de prise de rendez-vous tardive : **180€**